



**MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction interdépartementale
des routes Centre-Ouest**

Politique Santé et Sécurité au Travail

Version du 06/09/2023

Historique des versions du document

Version	Date	Commentaire
1	17/11/22	Validation Direction
2	06/09/23	Validation en formation spécialisée du C.S.A

Affaire suivie par

Clément BOURCART
Tél. : 05.87.50.60.31
Courriel : clement.bourcart@developpement-durable.gouv.fr

Rédacteur

Clément BOURCART

Relecteur

Olivier JAUTZY

SOMMAIRE

Contexte et enjeux.....	4
1) Maintenir et renforcer la chaîne des acteurs de la prévention.....	5
2) Améliorer les conditions de travail en concertation avec les agents et en mobilisant l'innovation	5
3) Mettre à jour nos niveaux de risques, les traduire en consignes de sécurité applicables et partagées.....	5
4) S'assurer de la conformité des pratiques au regard des consignes de sécurité.....	6
5) Sensibiliser les usagers, partenaires et entreprises travaillant pour notre compte aux risques qu'ils peuvent faire peser sur les agents de la DIR.....	6
6) Intégrer la prise en compte de la Santé et Sécurité au Travail dans l'ensemble de nos activités.	6

Contexte et enjeux

La préservation de la sécurité et de la santé des agents est l'objectif premier de la DIR Centre Ouest .

Cette préoccupation de chaque instant est liée à la nature des activités exercées et de leurs lieux d'exercice. Ainsi, les agents de la DIR, sont exposés quotidiennement à de nombreux dangers qui peuvent engendrer des risques d'atteinte à leur intégrité physique ou psychologique.

Depuis sa création, la DIR cherche constamment à améliorer l'identification des risques, la production de règles de sécurité et leur application.

Pour ce faire, un des enjeux majeurs du service est d'avoir une politique partagée, efficace, applicable et appliquée, sur un territoire étendu, avec de nombreuses implantations, en prenant en compte les spécificités de chacun.

Malgré tous les efforts réalisés en matière de prévention, la DIR est confrontée chaque année à plusieurs accidents dans lesquels des agents sont impactés. En décembre 2021, le service a déploré le décès d'un agent dans l'exercice de ses fonctions.

Au-delà des accidents corporels, la DIR fait également face à de nombreux matériels percutés.

Afin d'assurer une qualité et une amélioration continue de la santé et sécurité au travail, la DIR a décidé de sa mise sous management qualité.

La performance de ce processus a été mise en lumière par les audits réalisés par TEDET (service du ministère de la transition écologique) et par l'inspecteur santé et sécurité au travail du ministère ayant en charge l'inspection de la DIRCO.

Pour aller encore plus loin dans la prise en compte de la sécurité, la DIR souhaite s'inscrire pleinement dans les exigences de la norme ISO 45001 et atteindre le niveau de certification.

Cette certification doit permettre une véritable reconnaissance à la fois en interne par tous les services mais aussi en externe de la dangerosité des métiers exercés à la DIR, de poursuivre avec encore plus d'efficacité et de transversalité l'amélioration des processus en matière de SST, la maîtrise des risques et l'adaptation de tous les services à l'augmentation du risque routier.

Cette politique Santé Sécurité au Travail a pour objet de formaliser les objectifs que la DIR se donne en la matière. Ils doivent être intégrés dans toutes les activités de la DIR.

1) Maintenir et renforcer la chaîne des acteurs de la prévention

Depuis la création de la DIR, un des points forts de la politique de prévention réside dans sa chaîne des acteurs de la prévention. Il faut donc mettre en place un système qui permette de limiter au strict minimum la vacance de ces missions. La chaîne hiérarchique doit d'ailleurs valoriser l'engagement des acteurs de la prévention. D'autre part, un des enjeux importants de la mise en place des C.S.A est de continuer à garantir qu'une instance particulière sera toujours dédiée à la Santé sécurité au travail, avec de fortes attributions. Enfin, la difficulté que connaissent les administrations pour recruter des médecins de prévention doit être intégrée afin d'anticiper les départs des médecins exerçants pour le compte de la DIR pour travailler le plus en amont possible à leur remplacement.

2) Améliorer les conditions de travail en concertation avec les agents et en mobilisant l'innovation

Dès l'origine, la DIR a mis en place, notamment par les comités locaux des acteurs de la prévention, un système de remontée des problématiques locales et de partage des décisions prises au niveau central.

La consultation des agents est un enjeu fondamental de la politique de prévention. L'amélioration des conditions de travail doit se faire pour eux et avec eux.

Les « temps de prévention » organisés en CEI en 2022 ont mis en lumière de nombreux sujets à approfondir et attesté de l'importance d'échanges au plus près du terrain.

La DIR doit également être en pointe sur l'expérimentation de nouveaux procédés innovants permettant de diminuer l'exposition aux risques. Cela passe par la mise en avant d'innovations développées localement mais également par une veille sur les avancées technologiques.

3) Mettre à jour nos niveaux de risques, les traduire en consignes de sécurité applicables et partagées

À la création de la DIR, un important travail d'évaluation des risques a été réalisé. La cotation des différents risques évolue chaque année lors du comité de pilotage du Document Unique d'Évaluation des Risques Professionnels suite à l'analyse de plusieurs données (accidents de service, analyses de situations de travail, évolution des restrictions médicales et maladies professionnelles...). Les risques identifiés ne se limitent pas aux risques immédiats liés à l'activité mais également aux risques psychosociaux comme en témoigne le travail réalisé suite à l'expertise R.P.S en 2018. Après 15 années d'existence, une nouvelle réflexion doit être engagée afin de vérifier si le DUERP de la DIR est bien en cohérence avec l'évolution des risques auxquels sont confrontés les agents de la DIR. Cette évolution doit notamment prendre en compte l'évolution du service et l'apparition ou la suppression d'activités et/ou dangers.

Une fois les risques identifiés, il faut mettre en place des consignes de sécurité. Ces mesures doivent être adaptées aux risques, travaillées avec des agents de terrain, applicables sur le terrain et compréhensibles de tous.

Enfin, un enjeu majeur réside dans la bonne transmission de ces consignes. Une fois décidées, elles doivent faire l'objet d'une diffusion aux agents concernés. En fonction de l'importance des mesures, la diffusion doit s'accompagner d'une présentation par la chaîne hiérarchique.

4) S'assurer de la conformité des pratiques au regard des consignes de sécurité

Un point fondamental de la politique de prévention est de s'assurer de la bonne application des consignes de sécurité. Au-delà de la nécessaire mise en œuvre des contrôles hiérarchiques formalisés, la chaîne hiérarchique doit avoir un regard constant sur leur application. Les manquements constatés doivent être analysés et traités afin qu'ils ne se reproduisent pas.

5) Sensibiliser les usagers, partenaires et entreprises travaillant pour notre compte aux risques qu'ils peuvent faire peser sur les agents de la DIR

Au-delà des mesures internes, un travail de fond doit être mené pour sensibiliser les usagers aux bons usages de la route. Cela passe par des campagnes de communication, la participation et l'organisation d'événements de sensibilisation. Des partenariats avec les autres intervenants (forces de l'ordre, pompiers, dépanneurs...) doivent être également conclus afin d'assurer la meilleure coordination possible des différents services. Enfin, une attention particulière doit être portée à la coactivité avec les entreprises extérieures.

6) Intégrer la prise en compte de la Santé et Sécurité au Travail dans l'ensemble de nos activités

Constituant la politique première de la DIR Centre-Ouest, la santé et sécurité au travail doit être intégrée dans l'ensemble des activités de la DIR, des ressources humaines à l'exploitation, de l'ingénierie à l'achat de matériel... Ainsi, chaque responsable d'activité est invité à s'interroger en continu sur la bonne intégration de la politique de prévention dans son domaine. La chaîne hiérarchique et en particulier les pilotes de processus, chefs de services et district sont garants de cette prise en compte.